

# Le P'tit Rouge

Numéro 1 · Novembre 2017

*Nous sommes, probablement comme vous, des travailleurs, chômeurs, étudiants. Nous pensons que ce monde doit changer, et que seuls les exploités sont en mesure de le faire. Nous écrivons ce bulletin sur notre temps libre et le distribuons par nos propres moyens. Il peut être copié et distribué partout où cela est possible. N'hésitez pas à nous contacter !*



<http://garap.org>

## Vous avez dit : "crise du logement" ?

On parle souvent de crise du logement, mais qu'est-ce donc ? Pourquoi avons-nous des difficultés à nous loger ? Qu'est ce qui nous contraint à payer des loyers hors de prix, à attendre des années avant d'avoir accès aux logements sociaux ou à nous endetter sur des dizaines d'années ?

Contrairement au discours très répandu, largement diffusé par les médias, les politiciens et autres entrepreneurs du secteur immobilier, il n'y a pas de pénurie de logement en France. De nombreux logements vides sont disponibles partout en France, y compris dans les "zones tendues" comme en Île-de-France. Les statistiques publiées par l'INSEE en attestent : il y avait en 2016 8,3% de logements vides (sans compter les résidences secondaires) en France. En 2014, c'est 6,4% de logements vides en Île-de-France, soit environ 360.000 sur les 5.620.000 existants. Si on compare le dernier chiffre au nombre de foyers déclarés auprès de l'État (4.810.000), cela montre qu'il y a 810.000 logements vides ou occupés occasionnellement dans cette région.

Alors, qu'est ce qui fait que l'État subventionne massivement l'industrie de l'immobilier ? Pourquoi devons-nous toujours payer plus et vivre toujours plus loin des lieux où nous nous faisons exploiter ? La réponse est à chercher du côté de la spéculation immobilière, qui s'applique à toute surface construite donc également aux bureaux et locaux commerciaux et industriels. Le phénomène de "bulle immobilière" est un état dans lequel les biens sont vendus bien au-delà de leur valeur, et il touche toute la planète. Depuis les années 2000, les prix de l'immobilier ont augmenté à un rythme effréné. Le secteur de l'immobilier représente donc un moyen pour les capitalistes de placer des sommes considérables d'argent qu'ils n'arrivent plus à valoriser dans l'économie dite "réelle". Car malgré toutes les richesses produites par notre exploitation, la classe dominante n'arrive plus à maintenir un taux de profit suffisant pour que son système puisse continuer de fonctionner, c'est pourquoi elle recourt toujours plus à la spéculation, de manière plus large encore dans la sphère financière (la bourse, les banques, etc.), et cela pour permettre au système capitaliste de continuer à exister.

En France, les gouvernements successifs n'ont cessés d'appuyer cette spéculation, au grand bonheur des banques, des investisseurs en manque de rentabilité et des patrons de l'industrie des bâtiments et travaux publics. Prêts à taux zéro subventionnés par l'État, crédits d'impôts... tout est fait

pour que nous, prolétaires, nous endettions (quand nous en avons la capacité) à n'en plus finir, pour alimenter l'industrie de l'immobilier. C'est d'ailleurs la même logique qui a été le facteur déclencheur de la crise des subprimes aux États-Unis : quand les banques accordaient des crédits immobiliers à des prolétaires sachant pertinemment qu'ils ne pourraient jamais rembourser. Lorsque les prix de l'immobilier se sont effondrés, ceux-ci se sont retrouvés à devoir d'importantes sommes d'argent aux banques, que beaucoup ne pouvaient plus payer, pour un logement qui n'en valait plus beaucoup. Les capitalistes et leur bras armé, l'État, ont alors procédé à l'expulsion de millions de foyers.

Les ordonnances de Macron qui visent à réduire les normes de construction, les opérations du Grand Paris et des Jeux Olympiques en 2024, la Politique de la Ville et ses plans d'urbanisme laissent entrevoir une aggravation de la situation, en particulier dans les zones où les prix sont encore "bas", comme en Seine-Saint-Denis par exemple. Et comme si cela ne suffisait pas, les bourgeois au pouvoir sont fiers d'annoncer la baisse des APL, la réduction des allocations familiales. Municipalités, gouvernements, banques, entreprises du BTP, promoteurs immobiliers, tous tablent sur la dégradation de nos conditions de (sur)vie : ils mettent en oeuvre l'augmentation des loyers, la détérioration de la qualité de nos logements, la diminution des prestations sociales, l'éloignement du centre-ville qui nous épuisera dans des transports que nous paierons toujours plus chers. C'est par exemple ce qui se passe dans certaines villes de la "banlieue rouge", où les mairies organisent des destructions de logements sociaux, hausses de loyers, bétonnage des espaces verts et déplacent les habitants par milliers dans des zones très éloignées des quartiers où ils vivaient. Parmi des centaines d'exemples partout en France, ceux de La Courneuve (cité des 4000) ou encore Romainville (cité Youri Gagarine) sont très parlants à ce sujet.

Les bourgeois et leurs serviteurs qui sont les responsables politiques n'ont que de la poudre aux yeux pour nous faire accepter l'absurde. Ils nous occupent en missionnant des associations qui nous expliquent en quoi leurs projets vont améliorer notre quotidien, mais la réalité, c'est qu'ils nous condamnent à vivre dans des conditions toujours plus difficiles. Il n'appartient qu'à nous de ne pas nous laisser faire, par notre capacité à nous organiser de manière autonome, entre voisins ou collègues. Formons nos propres collectifs de lutte, pour montrer à ces bergers que nous ne sommes pas du bétail !